

PARLEMENT  
DE LA  
COMMUNAUTE FRANÇAISE

Session 2000-2001

---

4 DECEMBRE 2000

---

PROJET D'AJUSTEMENT DU BUDGET

DE FONCTIONNEMENT DU PARLEMENT  
DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2000

RAPPORT

PRESENTE AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES,  
DU BUDGET, DES AFFAIRES GENERALES, DE L'ORGANISATION  
DE L'ASSEMBLEE, DU REGLEMENT ET DE LA COMPTABILITE  
PAR M. van EYLL

---

## I. INTRODUCTION

Pour rappel, comme le Bureau l'a souhaité, il a été procédé en 2000 à un ajustement interne visant une redistribution budgétaire entre littéras et ne nécessitant pas la hausse de la dotation dévolue à notre Assemblée.

Le projet d'ajustement du budget 2000 fait donc état d'une dotation budgétaire strictement identique au budget 2000 initial à savoir 595 100 000 francs. Vous trouverez, ci-après, le détail de ce projet d'ajustement budgétaire.

## II. COMMENTAIRES DES LITTÉRAS

### TITRE I<sup>er</sup>

#### Dépenses courantes

##### Littera A:

**Membres: + 15 535 000 francs**

La hausse du littera A s'explique principalement par la dotation nécessaire au financement des collaborateurs octroyée aux membres du Bureau et chefs de groupe politique suivant la décision du Bureau du 21 mars 2000 (poste A08). De plus, une somme de près de 3 millions de francs s'avère également nécessaire afin de prendre en charge l'indemnité de départ octroyée à un membre de notre Assemblée suivant la décision du Bureau du 25 avril 2000 (poste A07).

La diminution du littera A05, quant à elle, s'explique par le fait que deux députés supplémentaires siégeant exclusivement au sein de notre Assemblée ne devraient être désignés au mieux que vers la fin de l'année 2000 (députés suppléants de deux députés wallons ayant prêté serment en allemand).

La diminution du poste A06 s'explique par le transfert des crédits destinés à l'engagement des collaborateurs des députés siégeant exclusivement au Parlement de la Communauté française au littera A08, nouvellement créé. Ce littera regroupera ainsi l'ensemble des frais liés aux collaborateurs des membres de notre Assemblée.

La baisse du littera A04 correspond à l'adaptation du budget 2000 aux demandes de remboursements de frais consentis.

Il est à noter également l'impact positif au niveau des économies budgétaires réalisables suite au report de l'indexation au mois de septembre 2000 alors qu'elle était prévue initialement en janvier 2000.

##### Littera B:

**Personnel: -5 500 000 francs**

La baisse du littera B01 s'explique, d'une part, par le report de l'indexation des traitements et autres indemnités au mois de septembre 2000 et, d'autre part, par la reprise d'une provision constituée afin de faire face à d'éventuelles nouvelles demandes de mise en disponibilité dans l'attente d'une pension.

##### Littera C:

**Impression — Abonnements — Documents: -3 900 000 francs**

Afin de permettre la réalisation d'un ajustement budgétaire 2000 en parfait équilibre, la provision d'un million de francs imputable aux dépenses liées au contrat trisannuel concernant la rémunération des auteurs et des éditeurs a été annulée. Le budget lié aux documents et publications a été adapté sur base de la consommation actuelle de notre Assemblée, toutes choses restant égales par ailleurs.

##### Littera D: Bâtiments:

**4 et 6 rue de la Loi: -1 500 000 francs**

Cette baisse est essentiellement imputable au poste D04 qui comprenait essentiellement un crédit permettant de faire face aux dépenses prévisibles de réaménagement des locaux du 4 et du 6 rue de la Loi par le personnel logé dans les bâtiments de la Chambre des représentants suite aux travaux de rénovation.

Ces crédits affectés ont pu être diminués puisque le service de la documentation devrait finalement intégrer directement l'Hôtel de Ligne ce qui a considérablement réduit les dépenses de déménagement.

##### Littera G:

**Fournitures: -1 700 000 francs**

L'économie budgétaire de 1,7 million de francs peut être réalisée au vu de la consommation actuelle en articles de bureau.

##### Littera H:

**PTT: + 200 000 francs**

Cette hausse est essentiellement imputable à la hausse des frais liés aux coûts des communications téléphoniques suite, d'une part, à la réintégration du bâtiment sis 4-6 rue de la Loi par une partie du personnel ayant déménagé avant le début des travaux de rénovation et, d'autre part, aux divers frais liés à l'utilisation d'internet.

**Littera L:****Relations publiques: + 3 050 000 francs**

Cette somme permet de faire face aux dépenses nouvelles liées à l'organisation de la fête du 27 septembre 2000, compte tenu du caractère exceptionnel de celle-ci (Bruxelles 2000), ainsi qu'au coût de l'organisation du colloque «Ecrire et Traduire».

**Littera N:****Groupes politiques: -282 000 francs**

La baisse du poste N01 s'explique par le report de l'indexation au mois de septembre 2000.

La diminution du poste N02 est due au fait que certains préavis ont pu être écourtés.

Au littera N04, une somme complémentaire est nécessaire afin de prendre en charge les nouveaux barèmes de premiers conseillers appliqués aux secrétaires politiques suivant la décision du Bureau du 4 avril 2000.

Par ailleurs, les crédits affectés au littera N03 doivent être augmentés suite au dépassement important des crédits afférents aux frais de déplacement (multiplication des temps partiels) et ce, malgré les économies qui ont pu être enregistrées suite à la légère surestimation des charges patronales de sécurité sociale.

**Littera P:****Collaboration des Assemblées fédérales: -2 900 000 francs**

L'économie budgétaire de 2,9 millions de francs concerne les émoluments du personnel non permanent (CRI, CRA) et nous semble réalisable au vu des dépenses effectuées à ce jour.

**Littera U:****AAPF: + 600 000 francs**

Une somme de 600 000 francs s'avère nécessaire pour la prise en charge, suivant la décision du Bureau du 21 mars 2000, des frais de fonctionnement du secrétariat de l'Association des anciens parlementaires francophones, fédéraux,

communautaires et régionaux (AAPF) ainsi que l'aménagement d'un local destiné à cette fin.

**Littera Jj:****Véhicules: -2 000 000 de francs**

La somme de 2 000 000 de francs permettant d'assurer l'amortissement du parc des 6 véhicules du Parlement peut être récupérée. En effet, les véhicules de notre Assemblée font l'objet, à présent, d'une location-financement.

**Littera Ss:****Immeubles extérieurs: -800 000 francs**

Cette baisse est imputable à la reprise de la provision constituée afin de faire face aux éventuelles dépenses d'acquisition de mobilier, de matériel et d'équipement destinés aux groupes politiques.

\*  
\* \*

A l'issue de l'exposé de M. van Eyll, rapporteur du Bureau, le Président de la Commission M. Huin demande si un commissaire souhaite lui poser une question.

Mme Corbisier-Hagon fait appel à ses collègues à propos du littera A06 dans lequel est prévue la charge de deux parlementaires supplémentaires par l'Assemblée. Elle constate que le PS n'aura plus de problème de ce point de vue et ajoute que, dans l'ensemble, les parlementaires avaient essayé de trouver une solution à ce problème. Elle souhaite le rappeler à ses collègues chefs de groupe.

Plus personne ne prenant la parole, il a été procédé à la désignation du rapporteur pour la rédaction du présent projet. M. van Eyll a été désigné à l'unanimité des membres présents.

Le projet d'ajustement du budget 2000 est adopté à l'unanimité des membres présents.

La Commission fait confiance au Président et au rapporteur pour la rédaction du rapport.

*Le rapporteur,*

D. van EYLL.

*Le Président,*

M. HUIN.

## COMPTABILITE

## PROJET D'AJUSTEMENT DE BUDGET 2000

Nature des dépenses	Dépenses engagées 1999	Crédits prévus 2000	Crédits 2000 ajustés	Différences	
				en plus	en moins
<b>A. Membres</b>					
01	Indemnités de la présidence	2 226 980	2 300 000	2 270 000	30 000
02	Remboursement de dépenses	13 203 041	14 430 000	14 245 000	185 000
03	Enveloppes affranchies membres	1 198 500	1 350 000	1 350 000	
04	Frais de déplacements:				
	01 indemnisation forfaitaire	8 658 840	9 100 000	8 400 000	700 000
	02 SNCB-réquisitoires (p.m.)				
05	Remboursement de frais exposés	30 032 782	30 450 000	29 150 000	1 300 000
06	Membres du Parlement et du Gouvernement	16 821 499	34 250 000	31 650 000	2 600 000
07	Indemnités de départ	4 277 693	4 000 000	7 500 000	3 500 000
08	Collaborateurs			16 850 000	16 850 000
		76 419 335	95 880 000	111 415 000	20 350 000
				95 880 000	4 815 000
	En plus			15 535 000	15 535 000
<b>B. Personnel</b>					
01	Traitements et salaires	143 585 018	156 500 000	151 500 000	5 000 000
02	Allocations de foyer	402 882	500 000	500 000	
03	Allocations de résidence	77 900	130 000	130 000	
04	Allocations familiales	3 438 085	4 000 000	4 000 000	
05	Indemnités fixes	12 891 521	13 400 000	13 400 000	
06	Allocations de fin d'année	4 593 154	5 000 000	5 000 000	
07	Pécule de vacances	4 715 314	5 400 000	5 400 000	
08	ONSS Cotisations patronales	16 532 457	18 000 000	18 000 000	
09	Assurance « Accidents du travail »	426 476	1 250 000	1 250 000	
10	Indemnités diverses	437 447	750 000	750 000	
11	Personnel intérimaire et au cachet	162 932	800 000	300 000	500 000
13	Frais médicaux	28 050	50 000	50 000	
14	Missions	456 304	450 000	450 000	
15	Service d'aide au personnel	2 750 000	2 750 000	2 750 000	
16	Divers	87 811	200 000	200 000	
17	Formation	11 495	200 000	200 000	
18	Assurance « Soins de santé »	897 094	800 000	800 000	
19	Assurance « Revenu garanti »				
20	Assurance « Personnel à l'étranger »	33 690	40 000	40 000	
21	Assurance « Décès »	91 779	180 000	180 000	
		191 619 409	210 400 000	204 900 000	0
			204 900 000		5 500 000
	En moins		5 500 000		5 500 000
<b>C. Impression-abonnements, documents</b>					
01	Documents et publications QCF	29 950 000	23 900 000	21 000 000	2 900 000
02	Journaux — Magazines	368 740	465 000	465 000	

Nature des dépenses	Dépenses engagées 1999	Crédits prévus 2000	Crédits 2000 ajustés	Différences	
				en plus	en moins
03 Codes — Livres — Revues — Documentation	547 268	600 000	600 000		
04 Reliures — Archives	371 300	400 000	400 000		
05 Etudes	37 975	250 000	250 000		
06 Reproductions payantes		1 000 000	0		1 000 000
	24 275 283	26 615 000	22 715 000	0	3 900 000
		22 715 000			0
En moins		3 900 000			3 900 000
D. Bâtiments — 4 et 6 rue de la Loi					
01 Entretien et réparations	1 725 088	6 000 000	6 000 000		
02 Nettoyage	3 768 051	3 650 000	3 650 000		
03 Assurances	262 962	275 000	275 000		
04 Divers	56 214	2 000 000	700 000		1 300 000
05 Sécurité (Police militaire)	2 191 196	2 550 000	2 350 000		200 000
	8 003 511	14 475 000	12 975 000	0	1 500 000
		12 975 000			0
En moins		1 500 000			1 500 000
E. Chauffage — Eclairage — Eau, 4 et 6 rue de la Loi					
01 Eau	26 420	65 000	65 000		
02 Gaz	0	0	0		
03 Electricité	1 016 583	1 200 000	1 200 000		
04 Chauffage	579 270	710 000	710 000		
	1 622 273	1 975 000	1 975 000		
F. Mobilier — Matériel					
01 Entretien	2 652 000	2 950 000	2 950 000		
02 Assurances (1)	53 000	60 000	60 000		
03 Location	1 020 000	1 200 000	1 200 000		
	3 725 000	4 210 000	4 210 000	0	0
G. Fournitures					
01 Articles de bureau:					
01 papier	926 271	2 142 000	1 200 000		942 000
02 enveloppes	518 219	1 224 000	700 000		524 000
03 divers	835 273	870 000	636 000		234 000
02 Documentation services	708 462	630 000	630 000		
03 Petit matériel et produits d'entretien	191 930	260 000	260 000		
04 Boissons, alimentation	3 077 197	3 330 000	3 330 000		
05 Uniformes, linge de maison:					
01 achat	750 067	800 000	800 000		
02 entretien	75 848	123 000	123 000		
06 Produits pharmaceutiques (premiers soins)	465	5 000	5 000		
07 Fleurs	219 888	208 000	208 000		
08 Décorations du personnel	15 433	25 000	25 000		
09 Divers	1 599	25 000	25 000		
	7 320 652	9 642 000	7 942 000	0	1 700 000
		7 942 000			0
En moins		1 700 000			1 700 000

Nature des dépenses	Dépenses engagées 1999	Crédits prévus 2000	Crédits 2000 ajustés	Différences	
				en plus	en moins
<b>H. PTT</b>					
01 Frais d'expédition et de correspondance	28 547	110 000	110 000		
02 Télégrammes d'Etat	54 140	90 000	90 000		
03 Téléphone/Fax	4 018 280	4 100 000	4 300 000	200 000	
04 Divers	0	1 000	1 000		
	4 100 967	4 301 000	4 501 000	200 000	0
			4 301 000	0	
En plus			200 000	200 000	
<b>I. Prix et subventions</b>					
01 Prix	1 000 000	1 300 000	1 300 000		
02 Subventions	1 250 000	1 250 000	1 250 000		
	2 250 000	2 550 000	2 550 000	0	0
<b>J. Transports</b>					
01 Location de garages et parcage	1 240 522	1 000 000	1 000 000		
02 Assurances voitures	445 073	600 000	600 000		
03 Taxes voitures	0	120 000	70 000		50 000
04 Location voitures, taxis	37 708	750 000	750 000		
05 Carburant	732 987	800 000	800 000		
06 Produits d'entretien & articles d'équipement	205 005	150 000	150 000		
07 Réparations & entretien voitures	1 102 086	500 000	500 000		
	3 763 381	3 920 000	3 870 000	0	50 000
		3 870 000			0
En moins		50 000			50 000
<b>K. Provisions pour risques et charges</b>					
	0	1 058 400	305 800		752 600
	0	1 058 400	305 800	0	752 600
		305 800			0
En moins		752 600			752 600
<b>L. Relations publiques</b>					
01 Fête de la Communauté française	3 000 000	3 250 000	5 000 000	1 750 000	
02 Protocole et autres	1 500 000	1 750 000	1 750 000		
03 Colloques-Journées d'étude			1 300 000	1 300 000	
	4 500 000	5 000 000	8 050 000	3 050 000	0
			5 000 000	0	
En plus			3 050 000	3 050 000	
<b>M. Relations internationales</b>					
	4 500 000	4 800 000	4 800 000		
	4 500 000	4 800 000	4 800 000	0	0
<b>N. Groupes politiques</b>					
01 Subsidés de fonctionnement	46 540 833	48 378 600	47 746 200		632 400

Nature des dépenses	Dépenses engagées 1999	Crédits prévus 2000	Crédits 2000 ajustés	Différences	
				en plus	en moins
02 Personnel	31 492 157	1 025 000	375 000		
01 Traitements et salaires	21 321 269	700 000	250 000		450 000
02 Allocations foyer	0				
03 Allocations résidence	0				
04 Allocations familiales	790 820				
05 Indemnités fixes	1 963 015	45 000	5 000		40 000
06 Allocations de fin d'année	390 488	50 000	40 000		10 000
07 Pécule de vacances	1 692 853	50 000	40 000		10 000
08 ONSS Cotisations patronales	4 974 252	180 000	40 000		140 000
09 Assurance « Acc. du travail »	150 095				
15 Service d'aide au personnel	72 170				
16 Divers	0				
18 Assurance « Soins de santé »	137 195				
03 Collaborateurs de groupe	24 205 409	52 500 000	53 000 000	500 000	
04 Secrétaires politiques	4 522 997	14 300 000	14 800 000	500 000	
05 Service d'aide au personnel		400 000	400 000		
	106 761 396	116 603 600	116 321 200	1 000 000	1 282 400
		116 321 200			1 000 000
En moins		282 400			282 400
O. APF					
01 Dotation à la section de la Communauté française	6 200 000	6 500 000	6 500 000		
02 Dépenses de fonctionnement	660 000	700 000	700 000		
	6 860 000	7 200 000	7 200 000	0	0
P. Collaboration des Assemblées fédérales					
01 Allocation forfaitaire au Sénat	6 432 142	6 650 000	6 650 000		0
02 Personnel non permanent et au cachet	5 029 980	9 400 000	6 500 000		2 900 000
	11 462 122	16 050 000	13 150 000	0	2 900 000
		13 150 000			0
En moins		2 900 000			2 900 000
R. Informatique					
01 Mise en œuvre, prestations entretien et réparations		450 000	450 000		
02 Evolution technologique	3 599 700	3 000 000	3 000 000		
03 Maintenance	3 020 166	2 950 000	2 950 000		
04 Développement et maintenance des logiciels	3 425 634	1 200 000	1 200 000		
05 Assurances	120 000	120 000	120 000		
06 Missions	780 000	200 000	200 000		
07 Formation	150 000	1 000 000	1 000 000		
	11 095 000	8 920 000	8 920 000	0	0
S. Immeubles extérieurs					
01 Assemblées fédérales					
01 Loyer		4 800 000	4 800 000		
02 Rue de la loi 15					
01 loyer	14 661 640	15 000 000	15 000 000		
02 charges locatives (2)	7 608 269	8 000 000	8 000 000		
03 nettoyage	2 031 828	2 000 000	2 000 000		
04 eau (p.m.)					

Nature des dépenses	Dépenses engagées 1999	Crédits prévus 2000	Crédits 2000 ajustés	Différences	
				en plus	en moins
05 électricité	486 038	600 000	600 000		
06 chauffage (p.m.)					
07 téléphone/fax/coditel	2 671 973	2 500 000	2 500 000		
08 assurances, entretien, divers	31 078	200 000	200 000		
09 parcage(3)	1 558 315	1 750 000	1 750 000		
11 aménagements(4)		200 000	200 000		
	29 049 141	35 050 000	35 050 000	0	0
T. Travaux et déplacements de l'Assemblée					
01 Commissions et commissions d'enquête		1 150 000	1 150 000		
02 Déplacements du bureau et conférence des présidents		600 000	600 000		
03 Autres		500 000	500 000		
		2 250 000	2 250 000	0	0
U. AAPF			600 000	600 000	
	0	0	600 000	600 000	0
			0	0	
En plus			600 000	600 000	
Dd. Bâtiments		9 000 000	9 000 000		
	0	9 000 000	9 000 000		0
			0	0	0
Ff. Mobilier, matériel et œuvres d'art		2 290 000	2 290 000		
	0	2 290 000	2 290 000	0	0
Jj. Véhicules	5 000 000	2 000 000	0		2 000 000
	5 000 000	2 000 000	0	0	2 000 000
		0			0
En moins		2 000 000			2 000 000
Rr. Informatique					
01 Matériel		3 610 000	3 610 000		
02 Logiciels		1 500 000	1 500 000		
03 Provision		5 000 000	5 000 000		
	0	10 110 000	10 110 000	0	0
Ss. Immeubles extérieurs					
01 Mob/Mat — équipement		800 000	0		800 000
	0	800 000	0	0	800 000
		0			0
En moins		800 000			800 000

Nature des dépenses	Dépenses engagées 1999	Crédits prévus 2000	Crédits 2000 ajustés	Différences	
				en plus	en moins
TOTAL I (Dépenses courantes)					
A. Membres	76 419 335	95 880 000	111 415 000	15 535 000	
B. Personnel	191 619 409	210 400 000	204 900 000		5 500 000
C. Impression-Abonnements- Documents	24 275 283	26 615 000	22 715 000		3 900 000
D. Bâtiments	8 003 511	14 475 000	12 975 000		1 500 000
E. Chauffage-Eclairage-Eau	1 622 273	1 975 000	1 975 000		
F. Mobilier-Matériel	3 725 000	4 210 000	4 210 000		
G. Fournitures	7 320 652	9 642 000	7 942 000		1 700 000
H. PTT	4 100 967	4 301 000	4 501 000	200 000	
I. Prix et subventions	2 250 000	2 550 000	2 550 000		
J. Transports	3 763 381	3 920 000	3 870 000		50 000
K. Provisions pour risques et charges	0	1 058 400	305 800		752 600
L. Relations publiques	4 500 000	5 000 000	8 050 000	3 050 000	
M. Relations internationales	4 500 000	4 800 000	4 800 000		
N. Groupes politiques	106 761 396	116 603 600	116 321 200		282 400
O. APF	6 860 000	7 200 000	7 200 000		
P. Collaboration des assemblées fédérales	11 462 122	16 050 000	13 150 000		2 900 000
R. Informatique	11 095 500	8 920 000	8 920 000		
S. Immeubles extérieurs	29 049 141	35 050 000	35 050 000		
T. Travaux et déplacements Ass.		2 250 000	2 250 000		
U. AAPF		0	600 000	600 000	
	497 327 970	570 900 000	573 700 000 570 900 000	19 385 000 16 585 000	16 585 000
En plus			2 800 000	2 800 000	
TOTAL II (Dépenses de capital)					
Dd Bâtiments	0	9 000 000	9 000 000		
Ff Mobilier-Matériel-Ceuvres d'art	0	2 290 000	2 290 000		
Jj Véhicules	5 000 000	2 000 000	0		2 000 000
Rr Informatique	0	10 110 000	10 110 000		
Ss Immeubles extérieurs	0	800 000	0		800 000
	5 000 000	24 200 000 21 400 000	21 400 000	0	2 800 000 0
En moins		2 800 000			2 800 000
TITRE I: DEPENSES COURANTES	497 327 970	570 900 000	573 700 000	2 800 000	
TITRE II: DEPENSES DE CAPITAL	5 000 000	24 200 000	21 400 000		2 800 000
	502 327 970	595 100 000	595 100 000	2 800 000	2 800 000

(1) Voir aussi littera R : informatique.

(2) Y compris charges communes, précompte immobilier et autres.

(3) A concurrence de 23 remplacements annuels (11 emplacements annuels supplémentaires sont déjà compris dans le loyer de base).

(4) Les assurances ont été regroupées dans le poste 08 à partir du budget 1998.